

SNES

**salaires
emploi
défense de nos métiers
et des services publics**

JEUDI 2 FÉVRIER GRÈVE NATIONALE dans toute la fonction publique

À l'appel des 7 fédérations de fonctionnaires
CGT - FSU - CFDT - UNSA - FO - CFTC - CGC

et des 5 fédérations de l'éducation
FSU - SGEN CFDT - FERC CGT
UNSA Éducation - FAEN

Pour le respect de toute la jeunesse, le respect de nos métiers

- abrogation de la loi Fillon, de sa logique de tri social, une autre politique éducative ambitieuse largement concertée
- pour une véritable égalité des chances : relance des ZEP à partir d'un « Grenelle » de l'éducation prioritaire
- retrait du décret remplacement, de vraies solutions pour le remplacement de courte comme de longue durée
- respect du métier (monovalence, qualifications)

Pour d'autres choix budgétaires dans l'éducation

- création immédiate de 5 000 emplois (maintien de l'offre de formation et application des mesures nouvelles) par un collectif budgétaire comme première étape
- programmation de 18 000 recrutements par an pour les cinq ans à venir
- réemploi des non-titulaires
- recrutements d'étudiants-surveillants

Pour une autre gestion des personnels

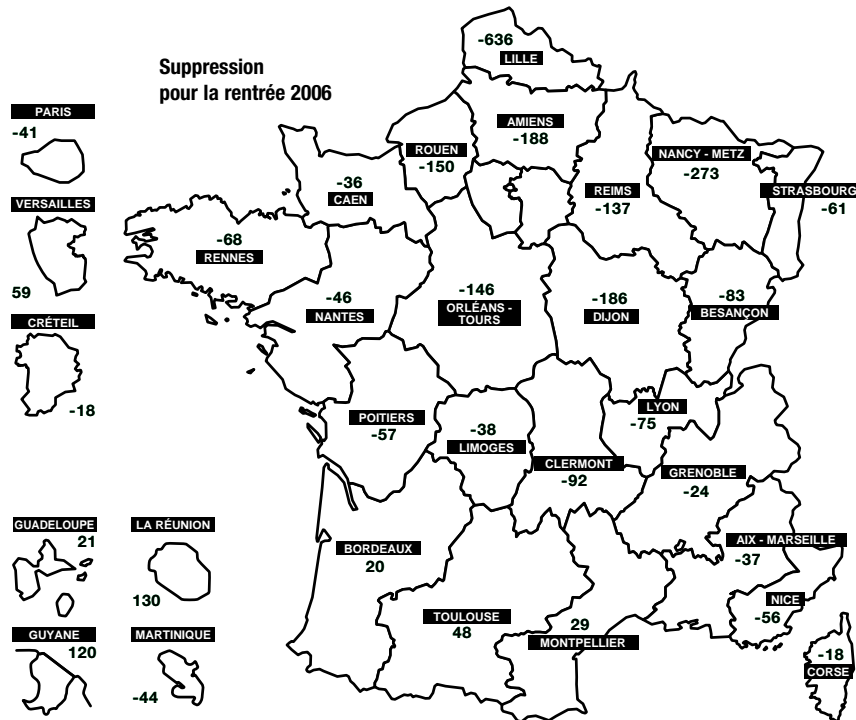
- pour des règles nationales de mutation garantissant l'égalité de traitement sur tout le territoire et la mobilité du plus grand nombre
- pour des promotions permettant l'accès au plus grand nombre à l'échelon terminal de la hors-classe dans le respect des accords de 1989

Pour la défense et le développement de l'emploi public et du service public

- reconnaissance des qualifications
- défense et amélioration des garanties statutaires
- salaires et pensions de retraite : maintien du pouvoir d'achat des salaires (augmentation de 1,8 % du point d'indice) et des pensions, et rattrapage des pertes antérieures (5 % depuis 2000)

Refusons la casse de l'Éducation nationale

20 000 emplois supprimés en 4 ans !



- le ministère affiche la suppression de **8 329** équivalents temps plein sur 4 ans ;
- mais la réalité est encore pire : suppression de **11 640** équivalents temps plein si l'on prend en compte les suppressions d'emplois de non-titulaires et la récupération de moyens au motif que les rectorats dépassaient leur enveloppe sur les deux dernières années.

Mépris des élèves, mépris de nos métiers

- Abandon de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans
- Éviction précoce des plus faibles
- Dynamitage des ZEP avec une sortie de classement de près de 8 établissements sur 10
- Un départ à la retraite sur deux non-remplacé
- Remise en cause des qualifications enseignantes et du sens du métier avec la bivalence et le remplacement De Robien
- Remise en cause des perspectives de carrières (à travers les règles de mutation, les promotions, l'accès aux hors-classes)
- Refus de maintenir notre pouvoir d'achat en augmentant les salaires

Parce que nous ne voulons pas de cette École-là.

Parce que nous sommes ambitieux pour les élèves et nos métiers



TOUS EN GRÈVE LE 2 FÉVRIER